

# Tout l'univers de Jean-Michel Blanquer

Le recours à des scientifiques pour repenser l'école fait craindre à certains un éloignement du terrain.

**I**l a développé dans ses écrits – dont le dernier, *L'École de demain* (Odile Jacob, 2016), peut se lire comme un programme éducatif. L'a souligné sur le parvis du ministère de l'éducation avant d'y poser ses cartons, le 17 mai 2017 : les trois « piliers » de Jean-Michel Blanquer pour remettre l'école sur des rails sont la science, la comparaison internationale, l'expérience.

*Si les partisans saluent un « casting de premier choix », d'autres évoquent des « cautions pour rassurer l'opinion »*

la refonte des programmes scolaires engagée sous la gauche. Et une vingtaine d'experts – dont près d'un tiers issu des sciences cognitives – qui, au sein d'un Conseil scientifique, présidée par un spécialiste du fonctionnement du cerveau, Stanislas Dehaene et inauguré le 10 janvier, auront à se pencher sur la pédagogie, la formation, les manuels ou encore la métacognition. Derrière ce mot savant, l'idée qu'il faut « apprendre aux enfants à apprendre ». Un slogan qu'on a plus coutume de voir invoqué à gauche qu'à droite de l'échiquier politique.

Faut-il voir dans la convocation d'experts en grande partie issus de la société civile une « marque Blanquer » ? On peut y lire une « inspiration macronienne », relèvent la plupart des observateurs ; une sorte de promesse d'un renouvellement de ceux qui font et pensent l'école, tendant à légitimer l'action politique par l'expertise scientifique. Inspiration, aussi, d'une tendance

Ferry. Exemple plus récent : le recours à la Libération, à deux professeurs au Collège de France, Paul Langevin, physicien, et Henri Wallon, psychologue, pour élaborer le projet global de réforme dont on vient de célébrer le 70<sup>e</sup> anniversaire. On se souvient aussi de la constitution, sous Jospin, d'une commission de réflexion animée par le sociologue Pierre Bourdieu et le biologiste François Gros.

### Un premier conseil scientifique

Alain Savary, François Bayrou, Jack Lang ont su, eux aussi, en tant que ministres de l'éducation, s'entourer de conseillers de renom... Jus- qu'à Najat Vallaud-Belkacem qui, à l'automne 2016, réunissait pour réfléchir à l'enseignement de la langue française un aréopage d'experts – dont, déjà, le professeur Stanislas Dehaene et quatre autres membres du Conseil scientifique qu'il préside aujourd'hui.

M. Blanquer ne joue pas une partition qui lui est inconnue. Comme directeur général de l'enseignement scolaire – fonction de « numéro deux » du ministère occupée

de 2010 à 2012 –, il a posé des jalons, créant un premier conseil scientifique. Le chercheur Michel Fayol, professeur de psychologie cognitive et du développement, tout juste appelé au sein du « conseil Dehaene », en faisait déjà partie. « *Je ne me sens pas prisonnier d'un travail lié avec la même liberté* », confie ce spécialiste de l'acquist-

tion de l'écrit, égrenant les instances de réflexion autour de la lecture auxquelles il a pu participer – « sous Bayrou, sous Najat Vallaud-Belkacem, sous Blanquer... » Pour quelle utilité ? « *Le conseil scientifique est un conseil. La politique... c'est autre chose, re- connaît Michel Fayol. Il se peut – c'est même probable – que le Conseil scientifique rende un avis, et que cet avis ne soit pas suivi. L'action politique impose des contraintes que la science n'a pas, et réciproquement.* »

Dans les rangs syndicaux, on s'interroge, aujourd'hui, autant sur l'équilibre des champs disciplinaires représentés, que sur le lien, à construire, entre experts et communauté éducative. « *Si l'on ne veut pas en rester à une affaire de spécialistes, il faut réfléchir à l'articulation entre ces nouvelles instances et les enseignants, les parents, fait valoir Christian Chevalier, membre du Comité syndical européen pour l'éducation. L'école a be- soin de références extérieures pour*

*« Il faut réfléchir à l'articulation entre ces nouvelles instances et les enseignants »*

*CHRISTIAN CHEVALIER*  
syndicaliste

refonder un système à bien des égards replié sur lui-même, traversé par des querelles de chapelle. Mais si ses 800 000 enseignants ne sont pas impliqués, je vois mal ce qui pourra en sortir », note l'ancien secrétaire général du SE-UNSA.

Au sein de ce syndicat, d'autres réserves s'expriment : « *Le choix des experts, l'utilisation de travaux scientifiques à géométrie variable – seulement quand ils sont en phase avec les convictions du ministre, comme la monnaie de retour en arrière sur les rythmes scolaires – discrédite l'argument du pragmatisme* », observe sa secrétaire Claire Krepper. Majoritaire dans le premier degré, le SNUJpp pousse plus loin la critique, mettant en cause et la composition du Conseil scientifique (« *des pans entiers de la recherche en sciences de l'éducation en sont absents* »), affirme ce syndicat), et son « *indépendance politique* ». La FSU, elle, a dénoncé le « *scientisme* » du ministre.

« *Il ne faudrait pas qu'on remplace une cléricature par une autre, relève Blanche Lochmann, de la Société des agrégés ; autrement dit, qu'on enterre les messages des sciences de l'éducation uniquement pour survaloriser les messagers des sciences cognitives* ». Comme nombre d'enseignants, elle identifie un risque dans une « *trop forte confiance donnée au gouvernement des experts* » : celui de se couper de la parole et de l'apport du terrain. ■

MATTEA BATTAGLIA